

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2018/10 

8 FEVRIER 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, tel que modifié, et plus particulièrement les articles 57 à 62;

Vu le décret du 21 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017;

Vu le décret du 12 juillet 2017 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, l'article 6, alinéa 1^{er};

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, les articles 7, alinéa 2, et 8, alinéas 1^{er} et 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2017;

Vu le rapport du 17 novembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant qu'en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, une demande d'avis a été introduite le 22 décembre 2017, que le Conseil d'Etat n'a pas rendu d'avis dans les délais fixés par la loi et qu'en conséquence, le dossier a été rayé du rôle le 25 janvier 2018 conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Programme wallon de développement rural 2014-2020 approuvé par la Commission européenne le 20 juillet 2015;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises*

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 2015, est complété par un 28° rédigé comme suit :

« 28° les « produits agricoles » : les produits, à l'exclusion des produits de la pêche, énumérés à l'annexe I du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et le coton. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 2^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 2^{ter}. § 1^{er}. Dans le respect du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer un complément de prime à l'investissement financé par le Feader, qui correspond à deux tiers de la prime à l'investissement octroyée, calculé sur le montant des investissements admissibles au Feader, à la très petite ou petite entreprise :

- 1° qui remplit les conditions visées à l'article 3, § 1^{er}, du décret, telles que précisées à l'article 3;
- 2° qui remplit les conditions visées à l'article 5;
- 3° qui présente un programme d'investissements, visé à l'article 5, § 1^{er}, du décret, dont les coûts revêtent un caractère raisonnable, au sens de l'article 48, 2., e), du Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;
- 4° dont les activités relèvent des secteurs ou parties de secteurs suivants :
 - a) la seconde transformation du bois qui comprend le sciage industriel du bois, la production de produits semi-finis et finis;
 - b) la construction, la réparation et l'entretien de matériels agricoles;

- 5° qui réalise un investissement relatif :
- a) à la construction, l'acquisition, la rénovation, la transformation ou l'aménagement d'infrastructures immobilières destinées au développement de l'activité économique;
 - b) à l'achat de matériel et d'équipements neufs;
 - c) aux dépenses accessoires liées aux investissements visés aux a) et b) à hauteur maximale de 12 % du coût total de l'investissement éligible;
- 6° qui réalise l'investissement visé au 5° dans une zone rurale comprise comme étant une commune rurale ou semi-rurale telle que déterminée à la carte annexée au présent arrêté.

Le Ministre peut préciser les secteurs ou parties de secteurs visés à l'alinéa 1^{er}, 4°.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, 4°, un complément de prime peut être octroyé à la très petite entreprise active dans le secteur ou le sous-secteur de la production, à partir de produits agricoles, de produits n'appartenant pas à l'annexe I du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les investissements éligibles au complément Feader sont supérieurs ou égaux à 25.000 euros et limités à 7.000.000 euros.

Le montant du complément de prime est calculé, en prenant en compte les éléments visés à l'article 7, pondérés conformément à l'article 9 en pourcentages du programme d'investissements.

§ 2. Outre les investissements visés à l'article 6, § 2, sont exclus du complément de prime visé au paragraphe 1^{er} les investissements relatifs :

- 1° au commerce de détail ou qui sont exécutés par des entreprises du secteur de la distribution ou leurs filiales ainsi que le commerce de gros;
- 2° à l'achat de terrain et aux frais qui y sont liés;
- 3° à l'achat de bâtiments sans amélioration de la structure;
- 4° à des activités d'embellissement ou de loisirs;
- 5° à des habitations ou parties d'habitations;
- 6° à l'achat de mobilier et matériel de bureau à l'exception d'ordinateurs, de composants d'ordinateurs et de logiciels;
- 7° à des réparations et à des travaux d'entretien.

§ 3. L'Administration établit une liste des demandes de compléments de prime, visés au paragraphe 1^{er}, admises sur une période de sélection ou par regroupement de plusieurs périodes. La date d'octroi de la prime détermine la première période de sélection à laquelle le dossier est attaché.

En cas d'insuffisance de fonds, le budget est attribué aux dossiers dans l'ordre de la liste établie en fonction de leur cotation, de la plus élevée à la plus basse, et en cas de concours dans les cotations, en fonction de la date d'introduction de la demande.

Les périodes de sélection visées à l'alinéa 1^{er} vont du 1^{er} janvier au 31 mars, du 1^{er} avril au 30 juin, du 1^{er} juillet au 30 septembre et du 1^{er} octobre au 31 décembre.

La cotation visée à l'alinéa 2 se fonde sur :

- 1° l'emploi;
- 2° la localisation;
- 3° l'innovation;
- 4° l'approche intégrée par rapport au contexte géo-économique;
- 5° le caractère durable de l'investissement.

Sur proposition de l'Administration, et après approbation du comité de suivi institué conformément aux articles 47 et suivants du Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, le Ministre :

- 1° détermine la cotation minimale pour que la demande de complément de prime puisse être admise;
- 2° la méthode et les critères de sélection et leur cotation. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie*

Art. 3. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, il est inséré un article 2/3 rédigé comme suit :

« Art. 2/3. § 1^{er}. Dans le respect du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer un complément de prime financé par le FEADER, qui correspond à deux tiers de la prime octroyée, calculé sur le montant des investissements éligibles au Feader, sans dépasser les plafonds prévus dans le Règlement (UE) n° 651/2014, à la petite entreprise :

- 1° qui remplit les conditions visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret, telles que précisées à l'article 3;
- 2° dont les activités ne relèvent pas des domaines d'activités visés à l'article 5 du décret;

- 3° qui remplit les conditions visées à l'article 5;
- 4° qui investit dans une unité de biométhanisation neuve d'au moins 10kW et dont le coût présente un caractère raisonnable, au sens de l'article 48, 2., e) du Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;
- 5° qui réalise l'investissement visé au 4° dans une zone rurale comprise comme étant une commune rurale ou semi-rurale telle que déterminée à la carte annexée au présent arrêté.

Par dérogation au 5°, si la petite entreprise est un agriculteur au sens de l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture, l'investissement dans une unité de biométhanisation est réalisé :

- 1° dans une des communes reprises sur la carte annexée au présent arrêté;
- 2° en vue de vendre tout ou partie de l'énergie produite.

Les investissements éligibles au complément Feader sont supérieurs ou égaux à 25.000 euros et limités à 7.000.000 d'euros.

§ 2. Sont exclus du complément de prime visé au paragraphe 1^{er} :

- 1° les investissements relatifs à l'achat de terrain et aux frais qui y sont liés;
- 2° les dépenses accessoires liées aux investissements dans une unité de biométhanisation qui dépassent 12 % du coût total de l'investissement éligible;
- 3° les réparations et les travaux d'entretien;
- 4° l'achat de bâtiment sans amélioration de la structure;
- 5° les investissements liés aux commerces de détails ou aux commerces de gros, ainsi que ceux du secteur de la distribution et leurs filiales;
- 6° les investissements d'embellissement et de loisir;
- 7° la location de terre, d'immeuble et de matériel.

§ 3. L'Administration établit une liste des demandes de compléments de prime visés au paragraphe 1^{er}, admises sur une période de sélection ou par regroupement de plusieurs périodes. La date d'octroi de la prime détermine la première période de sélection à laquelle le dossier est attaché.

En cas d'insuffisance de fonds, le budget est attribué aux dossiers dans l'ordre de la liste établie en fonction de leur cotation, de la plus élevée à la plus basse, et en cas de concours dans les cotations, en fonction de la date d'introduction de la demande.

Les périodes de sélection visées à l'alinéa 1^{er} vont du 1^{er} janvier au 31 mars, du 1^{er} avril au 30 juin, du 1^{er} juillet au 30 septembre et du 1^{er} octobre au 31 décembre.

La cotation visée à l'alinéa 2 se fonde sur :

- 1° l'emploi;
- 2° la localisation;
- 3° l'innovation;
- 4° l'approche intégrée par rapport au contexte géo-économique;
- 5° le caractère durable de l'investissement.

Sur proposition de l'Administration, et après approbation du comité de suivi institué conformément aux articles 47 et suivants du Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, le Ministre détermine :

- 1° la cotation minimale pour que la demande de complément de prime puisse être admise;
- 2° la méthode et les critères de sélection et leur cotation. ».

Art. 4. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

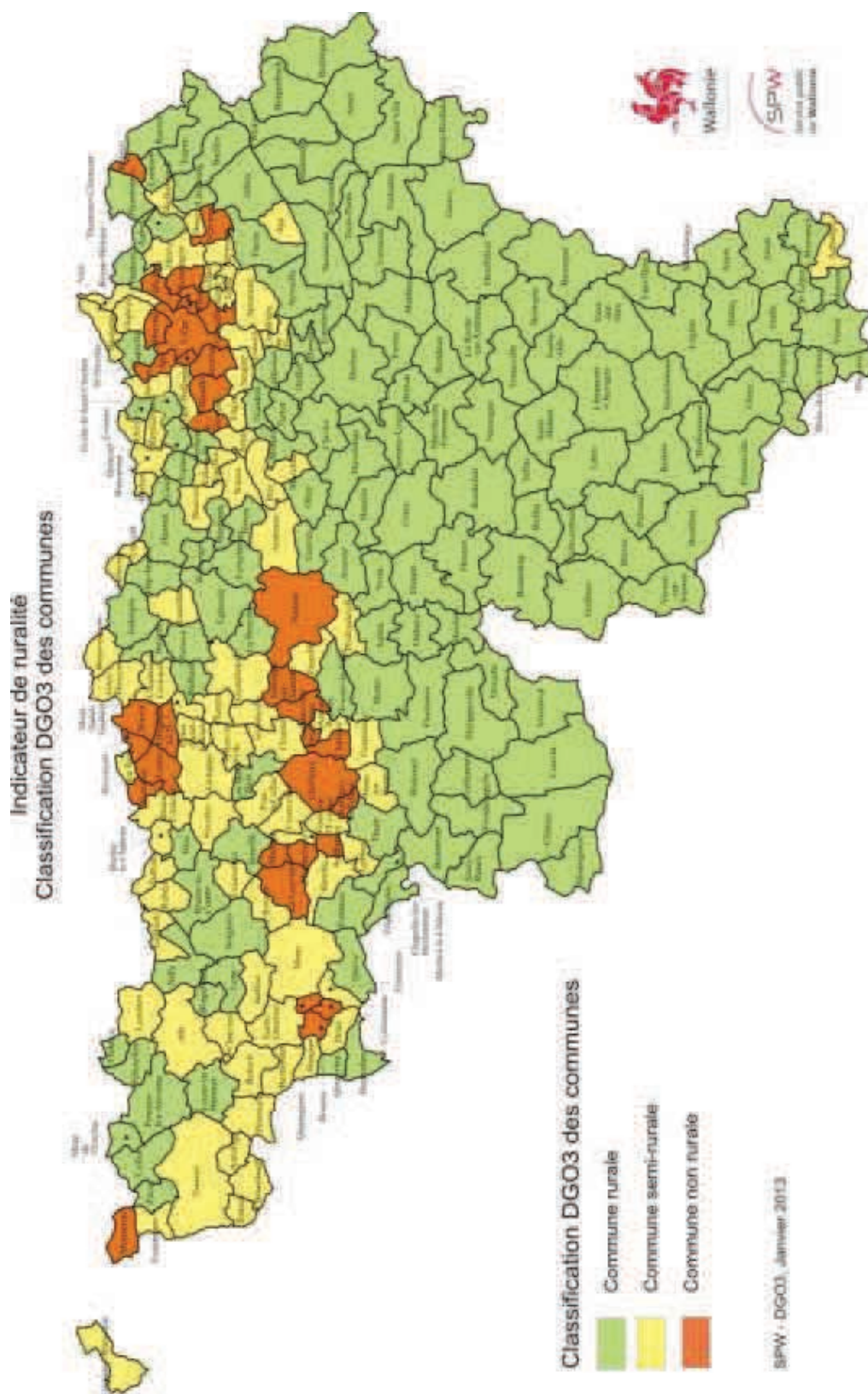
Namur, le 8 février 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Annexe : carte classifiant les communes selon leur indicateur de ruralité



Vu pour être annexé aux arrêtés du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie.

Namur, le 8 février 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/10939]

8. FEBRUAR 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und vom 2. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für die Haushaltspläne, die Kontrolle der Subventionen und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof geltenden allgemeinen Bestimmungen;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, insbesondere der Artikel 57 bis 62;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2017;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Juli 2017 zur ersten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2017;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 6 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 7 Absatz 2, und Artikel 8 Absätze 1 und 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

Aufgrund der am 14. November 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 21. Dezember 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 17. November 2017;

In der Erwägung, dass in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 22. Dezember 2017 ein Antrag auf Gutachten eingereicht wurde, dass der Staatsrat kein Gutachten innerhalb der vom Gesetz festgelegten Fristen abgegeben hat und dass die Akte demnach am 25. Januar 2018 gemäß Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat aus dem Verzeichnis gestrichen wurde;

In Erwägung des am 20. Juli 2015 von der Europäischen Kommission genehmigten wallonischen Programms zur ländlichen Entwicklung 2014-2020;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe

Artikel 1 - Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juli 2015, wird um eine Ziffer 28 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“28° die “landwirtschaftlichen Erzeugnisse”: die Erzeugnisse, mit Ausnahme der Erzeugnisse der Fischerei, die in Anhang I des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union aufgezählt werden, und die Baumwolle;

Art. 2 - In denselben Erlass wird ein Artikel 2ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 2ter - § 1. Unter Beachtung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juli 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates kann der Minister oder der beauftragte Beamte einen Zuschlag zu der vom ELER finanzierten Investitionsprämie, der berechnet auf dem Betrag der beim ELER zulässigen Investitionen, zwei Dritteln der Investitionsprämie entspricht, dem Klein- oder Kleinbetrieb gewähren:

1° der die in Artikel 3 § 1 des Dekrets erwähnten Bedingungen erfüllt, wie sie in Artikel 3 bestimmt werden;

2° der die in Artikel 5 erwähnten Bedingungen erfüllt;

3° der ein in Artikel 5 § 1 des Dekrets erwähntes Investitionsprogramm vorweist, dessen Kosten im Sinne des Artikels 48, 2., e) der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2017 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance einen angemessenen Charakter aufweisen;

- 4° dessen Tätigkeiten folgende Sektoren oder Teile von Sektoren betreffen:
- a) die Zweitverarbeitung von Holz, die das industrielle Sägen von Holz, die Erzeugung von halbfertigen und fertigen Produkten mit einschließt;
 - b) den Bau, die Reparatur und den Unterhalt von landwirtschaftlichem Material;
- 5° der eine Investition tätigt in Bezug auf:
- a) den Bau, den Erwerb, die Renovierung, den Umbau oder die Einrichtung von Immobilieninfrastrukturen, die für die Entwicklung der wirtschaftlichen Tätigkeit bestimmt sind;
 - b) den Erwerb von neuem Material und neuen Ausrüstungen;
 - c) die Nebenausgaben in Verbindung mit den in Buchstabe a) und b) erwähnten Investitionen in Höhe von höchstens 12 % der Gesamtkosten der zulässigen Investition;
- 6° der die in Ziffer 5 erwähnte Investition in einem ländlichen Gebiet tätigt, das als eine ländliche oder halbländliche Gemeinde, wie sie in der dem vorliegenden Erlass beigefügten Karte festgelegt wird, zu verstehen ist.

Der Minister kann die in Absatz 1 Ziffer 4 erwähnten Sektoren oder Teile von Sektoren bestimmen.

Unbeschadet des Absatzes 1 Ziffer 4 kann dem Kleinbetrieb, der im Sektor oder Teilsektor der Produktion, aus landwirtschaftlichen Erzeugnissen, von nicht zum Anhang I des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union gehörenden Erzeugnissen tätig ist, ein Prämienzuschlag gewährt werden.

Die für den ELER-Zuschlag zulässigen Investitionen betragen mindestens 25.000 Euro und sind auf 7.000.000 Euro begrenzt.

Der Betrag des Prämienzuschlags wird unter Berücksichtigung der in Artikel 7 erwähnten Elemente, die in Übereinstimmung mit Artikel 9 gewichtet werden, in Prozentsätzen des Investitionsprogramms berechnet.

§ 2. Außer den in Artikel 6 § 2 erwähnten Investitionen sind von dem in Paragraph 1 erwähnten Prämienzuschlag die Investitionen ausgeschlossen, die sich auf Folgendes beziehen:

- 1° den Einzelhandel oder diejenigen, die von den Unternehmen des Vertriebssektors oder deren Filialen durchgeführt werden, sowie den Großhandel;
- 2° den Erwerb von Grundstücken und die damit verbundenen Kosten;
- 3° den Erwerb von Gebäuden ohne Verbesserung der Struktur;
- 4° Verschönerungs- oder Freizeittätigkeiten;
- 5° Wohngebäude oder Teile von Wohngebäuden;
- 6° den Erwerb von Büromobiliar und -material, mit Ausnahme von Computern, Komponenten von Computern und Software;
- 7° Reparaturen und Unterhaltsarbeiten.

§ 3. Die Verwaltung erstellt eine Liste der Anträge auf Prämienzuschlag im Sinne von Paragraph 1, die über einen Selektionszeitraum oder durch eine Gruppierung von mehreren Zeiträumen angenommen werden. Das Datum der Gewährung der Prämie bestimmt den ersten Selektionszeitraum, dem die Akte zugewiesen wird.

Falls die Mittel nicht ausreichen, werden Letztere den Akten in der Reihenfolge der je nach ihrer Bewertung, von der höchsten bis zur niedrigsten, erstellten Liste, und im Konkurrenzfall bei den Bewertungen je nach dem Datum der Einreichung des Antrags zugeteilt.

Die in Absatz 1 erwähnten Selektionszeiträume erstrecken sich vom 1. Januar bis zum 31. März, vom 1. April bis zum 30. Juni, vom 1. Juli bis zum 30. September und vom 1. Oktober bis zum 31. Dezember.

Die in Absatz 2 erwähnte Bewertung stützt sich auf:

- 1° die Beschäftigung;
- 2° den Standort;
- 3° die Innovation;
- 4° die integrierte Vorgehensweise im geographisch-wirtschaftlichen Kontext;
- 5° die Nachhaltigkeit der Investition.

Auf Vorschlag der Verwaltung und nach Genehmigung des Begleitausschusses, der gemäß den Artikeln 47 ff. der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates eingerichtet wird, bestimmt der Minister:

- 1° die Mindestbewertung, damit der Antrag auf den Prämienzuschlag zugelassen werden kann;
- 2° die Selektionsmethode und -kriterien und deren Bewertung.“.

KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Art. 3 - In den Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, wird ein Artikel 2/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 2/3 - § 1. Unter Beachtung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juli 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates kann der Minister oder der beauftragte Beamte einen Zuschlag zu der vom ELER finanzierten Investitionsprämie, der

berechnet auf dem Betrag der beim ELER zulässigen Investitionen, zwei Dritteln der Investitionsprämie entspricht, ohne jedoch die in der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 vorgesehenen Höchstbeträge zu überschreiten, dem Kleinbetrieb gewähren:

- 1° der die in Artikel 1 § 1 des Dekrets erwähnten Bedingungen erfüllt, wie sie in Artikel 3 bestimmt werden;
- 2° dessen Tätigkeiten nicht zu den in Artikel 5 des Dekrets erwähnten Tätigkeitsbereichen gehören;
- 3° der die in Artikel 5 erwähnten Bedingungen erfüllt;
- 4° der in eine neue Biogasgewinnungsanlage von mindestens 10kW investiert, deren Kosten im Sinne des Artikels 48, 2., e) der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2017 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance einen angemessenen Charakter aufweist;
- 5° der die in Ziffer 4 erwähnte Investition in einem ländlichen Gebiet tätigt, das als eine ländliche oder halbländliche Gemeinde, wie sie in der dem vorliegenden Erlass beigefügten Karte festgelegt wird, zu verstehen ist.

In Abweichung von Ziffer 5 und wenn es sich bei dem Kleinbetrieb um einen Landwirt im Sinne des Artikels D.3 Ziffer 4 des Gesetzbuches über die Landwirtschaft handelt, erfolgt die Investition in eine Biogasgewinnungsanlage:

- 1° in einer der auf der dem vorliegenden Erlass beigefügten Karte angeführten Gemeinden;
- 2° zwecks des Verkaufs der gesamten oder eines Teils der erzeugten Energie.

Die für den ELER-Zuschlag zulässigen Investitionen betragen mindestens 25.000 Euro und sind auf 7.000.000 Euro begrenzt.

§ 2. Von dem in Paragraph 1 erwähnten Prämienzuschlag sind ausgeschlossen:

- 1° die Investitionen in Bezug auf den Erwerb von Grundstücken und die damit verbundenen Kosten;
- 2° die Nebenausgaben in Verbindung mit den Investitionen in eine Biogasgewinnungsanlage, die 12 % der Gesamtkosten der zulässigen Investition überschreiten;
- 3° Reparaturen und Unterhaltsarbeiten;
- 4° der Erwerb von Gebäuden ohne Verbesserung der Struktur;
- 5° die Investitionen in Verbindung mit dem Einzelhandel und dem Großhandel, sowie diejenigen des Vertriebssektors oder deren Filialen;
- 6° die Investitionen für die Verschönerung oder Freizeit;
- 7° die Miete von Grundstücken, Gebäuden und Material.

§ 3. Die Verwaltung erstellt eine Liste der Anträge auf Prämienzuschlag im Sinne von Paragraph 1, die über einen Selektionszeitraum oder durch eine Gruppierung von mehreren Zeiträumen angenommen werden. Das Datum der Gewährung der Prämie bestimmt den ersten Selektionszeitraum, dem die Akte zugewiesen wird.

Falls die Mittel nicht ausreichen, werden Letztere den Akten in der Reihenfolge der je nach ihrer Bewertung, von der höchsten bis zur niedrigsten, erstellten Liste, und im Konkurrenzfall bei den Bewertungen je nach dem Datum der Einreichung des Antrags zugeteilt.

Die in Absatz 1 erwähnten Selektionszeiträume erstrecken sich vom 1. Januar bis zum 31. März, vom 1. April bis zum 30. Juni, vom 1. Juli bis zum 30. September und vom 1. Oktober bis zum 31. Dezember.

Die in Absatz 2 erwähnte Bewertung stützt sich auf:

- 1° die Beschäftigung;
- 2° den Standort;
- 3° die Innovation;
- 4° die integrierte Vorgehensweise im geographisch-wirtschaftlichen Kontext;
- 5° die Nachhaltigkeit der Investition.

Auf Vorschlag der Verwaltung und nach Genehmigung des Begleitausschusses, der gemäß den Artikeln 47 ff. der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates eingerichtet wird, bestimmt der Minister:

- 1° die Mindestbewertung, damit der Antrag auf den Prämienzuschlag zugelassen werden kann;
- 2° die Selektionsmethode und -kriterien und deren Bewertung.“.

Art. 4 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Februar 2018

Für die Regierung:

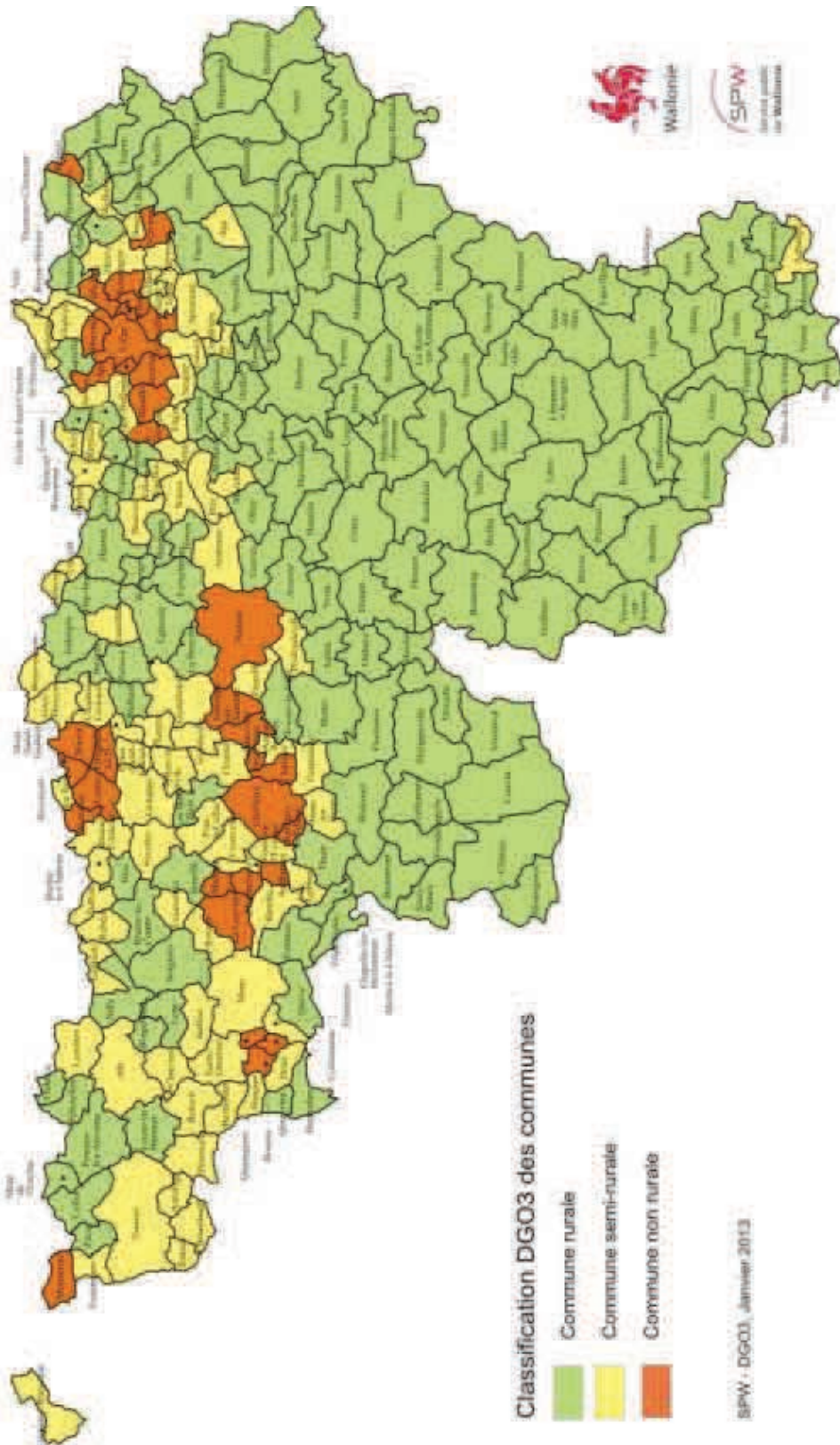
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

Anhang: Karte zur Einstufung der Gemeinden je nach ihrem ländlichen Indikators

Indicateur de ruralité

Classification DGO3 des communes



Gesehen, um den Erlassen der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Februar 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/10939]

8 FEBRUARI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de besluiten van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen en van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle van het Rekenhof;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, zoals gewijzigd, en in het bijzonder artikelen 57 tot 62;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 betreffende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2017;

Gelet op het decreet van 12 juli 2017 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikel 6, eerste lid;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, inzonderheid op artikel 7, lid 2, en artikel 8, eerste en vierde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 november 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 december 2017;

Gelet op het verslag van 17 november 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, een adviesaanvraag op 22 december 2017 ingediend is, dat de Raad van State geen advies binnen de door de wet bepaalde termijnen uitgebracht heeft, en dat bijgevolg het dossier op 25 januari 2018 overeenkomstig artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, van de rol afgevoerd is;

Gelet op het Waals programma voor plattelandsontwikkeling 2014-2020 goedgekeurd op 20 juli 2015 door de Europese Commissie;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen

Artikel 1. Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 2015, wordt met een 28° aangevuld, luidend als volgt :

« 28° « landbouwproducten » : producten, met uitzondering van visserijproducten, vermeld in bijlage I bij het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, en katoen. ».

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2^{ter}. § 1. Met inachtneming van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake bijstand voor plattelandsontwikkeling door het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad, kan de Minister of de gemachtigd ambtenaar een toeslag op de investeringspremie gefinancierd door ELFPO toekennen, die twee derde van de toegekende investeringspremie bedraagt en die op basis van het bedrag van de bij ELFPO in aanmerking komende investeringen berekend wordt, aan de zeer kleine of kleine onderneming toekennen :

- 1° die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet, zoals nader bepaald in artikel 3;
- 2° die de voorwaarden bedoeld in artikel 5 vervult;
- 3° die een investeringsprogramma voorstelt, bedoeld in artikel 5, § 1, van het decreet, waarvan de kosten redelijk zijn, in de zin van artikel 48, 2., e) van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

- 4° waarvan de activiteiten onder volgende sectoren of sectordelen vallen :
- a) de tweede houtverwerking die houtzagerij en productie van halffabrikaten en afgewerkte producten omvat;
 - b) de productie, het herstel en het onderhoud van landbouwmateriaal;
- 5° die een investering verwezenlijkt betreffende :
- a) de bouw, de aankoop, de renovatie, de verbouwing of inrichting van vastgoedinfrastructuur bedoeld voor de ontwikkeling van de economische activiteit;
 - b) de aankoop van nieuw materiaal en nieuwe uitrusting;
 - c) de bijkomende uitgaven met betrekking tot de investeringen bedoeld in a) en b) met een maximum van 12 % van de totale kosten van de in aanmerking komende investering;
- 6° die de investering bedoeld in 5° verwezenlijkt in een landelijk gebied beschouwd als een landelijke of semi-landelijke gemeente zoals bepaald op de kaart gevoegd bij dit besluit.

De Minister kan de sectoren of deelsectoren bedoeld in lid 1, 4° nader bepalen.

Onverminderd lid 1, 4°, kan een premietoeslag toegekend worden aan de zeer kleine onderneming actief in de sector of deelsector van de productie, op basis van landbouwproducten, van producten die niet in bijlage I van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie vermeld worden.

De investeringen die voor de ELFPO-toeslag in aanmerking komen zijn hoger dan of gelijk aan 25.000 euro en worden beperkt tot 7.000.000 euro.

Het bedrag van de premietoeslag wordt berekend rekening houdend met de elementen bedoeld in artikel 7, gewogen overeenkomstig artikel 9 in percentages van het investeringsprogramma.

§ 2. Naast de investeringen bedoeld in artikel 6, § 2, komen niet in aanmerking voor de premietoeslag bedoeld in paragraaf 1 de investeringen betreffende :

- 1° de kleinhandel of investeringen die verwezenlijkt worden door ondernemingen van de distributiesector of hun dochterondernemingen alsook de groothandel;
- 2° de aankoop van grond en de kosten die ermee verbonden zijn;
- 3° de aankoop van gebouwen zonder verbetering van de structuur;
- 4° de verfraaiings- of vrijetijdsactiviteiten;
- 5° de woningen of delen van woningen;
- 6° de aankoop van meubilair en kantoomateriaal, met uitzondering van computers, computeronderdelen en softwares;
- 7° herstel- en onderhoudswerken.

§ 3. De Administratie stelt een lijst aanvragen van premietoelagen op, zoals bedoeld in paragraaf 1 en die voor een selectieperiode of per hergroepering over meerdere periodes in aanmerking komen. De datum waarop de premie toegekend wordt bepaalt de eerste selectieperiode waarop het dossier betrekking heeft.

Als de fondsen ontoereikend zijn, wordt de begroting toegekend aan de dossiers in de volgorde van de lijst opgesteld in functie van hun notering, van de hoogste naar de laagste en in geval van samenloop in de noteringen, in functie van de indieningsdatum van de aanvraag.

De selectieperiodes bedoeld in lid 1 lopen van 1 januari tot 31 maart, van 1 april tot 30 juni, van 1 juli tot 30 september en van 1 oktober tot 31 december.

De notering bedoeld in lid 2 wordt op het volgende gebaseerd :

- 1° werkgelegenheid;
- 2° ligging;
- 3° innovatie;
- 4° de geïntegreerde aanpak met betrekking tot de geo-economische context;
- 5° het duurzame karakter van de investering.

Op voorstel van de Administratie, en na goedkeuring van het opvolgingscomité opgericht overeenkomstig artikelen 47 en volgende van de Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad, bepaalt de Minister :

- 1° de minimale notering om de goedkeuring van de premietoeslag mogelijk te maken;
- 2° de methode en selectiecriteria en hun notering. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen*

Art. 3. In het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, wordt een artikel 2/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 2/3. § 1. Met inachtneming van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake bijstand voor plattelandontwikkeling door het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad, kan de Minister of de gemachtigd ambtenaar een toeslag op de investeringspremie gefinancierd door ELFPO, die twee derde van de toegekende investeringspremie bedraagt en die op basis van het bedrag van de bij ELFPO in aanmerking komende investeringen berekend wordt, zonder de maximumbedragen bedoeld in Verordening (EU) nr. 651/2014 te overschrijden, aan de kleine onderneming toekennen :

- 1° die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1, § 1, van het decreet, zoals nader bepaald in artikel 3;
- 2° waarvan de activiteiten niet ressorteren onder de activiteitengebieden bedoeld in artikel 5 van het decreet;
- 3° die de voorwaarden bedoeld in artikel 5 vervult;
- 4° die in een nieuwe biomethaniseringseenheid van tenminste 10kW investeert, waarvan de kosten redelijk zijn, in de zin van artikel 48, 2., e) van de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;
- 5° die de investering bedoeld in 4° verwezenlijkt in een landelijk gebied beschouwd als een landelijke of semi-landelijke gemeente zoals bepaald op de kaart gevoegd bij dit besluit.

In afwijking van 5°, wordt de investering, indien de kleine onderneming een landbouwer in de zin van artikel D.3, 4° van het Waalse Landbouwwetboek is, in een biomethaniseringseenheid verwezenlijkt :

- 1° in een van de gemeenten vermeld bij dit besluit gevoegde kaart;
- 2° om de geproduceerde energie helemaal of gedeeltelijk te verkopen.

De investeringen die voor de ELFPO toeslag in aanmerking komen zijn hoger dan of gelijk aan 25.000 euro en worden tot 7.000.000 euro beperkt.

§ 2. Komen niet in aanmerking voor de premietoeslag bedoeld in paragraaf 1 :

- 1° de aankoop van grond en de kosten die ermee verbonden zijn;
- 2° de bijkomende uitgaven met betrekking tot de investeringen in een biomethaniseringseenheid die hoger zijn dan 12° % van de totale kosten van de in aanmerking komende investering;
- 3° de herstel- en onderhoudswerken;
- 4° de aankoop van gebouwen zonder verbetering van de structuur;
- 5° de investeringen met betrekking tot de kleinhandel of de groothandel, alsook de investeringen van de distributiesector en zijn dochterondernemingen;
- 6° de investeringen met betrekking tot verfraaiing en vrijetijd;
- 7° de verhuur van gronden, gebouwen en materiaal.

§ 3. De Administratie stelt een lijst aanvragen van in paragraaf 1 bedoelde premietoelagen op die voor een selectieperiode of per hergroepering over meerdere periodes in aanmerking komen. De datum waarop de premie toegekend wordt bepaalt de eerste selectieperiode waarop het dossier betrekking heeft.

Als de fondsen ontoereikend zijn, wordt de begroting toegekend aan de dossiers in de volgorde van de lijst opgesteld in functie van hun notering, van de hoogste naar de laagste en in geval van samenloop in de noteringen, in functie van de indieningsdatum van de aanvraag.

De selectieperiodes bedoeld in lid 1 lopen van 1 januari tot 31 maart, van 1 april tot 30 juni, van 1 juli tot 30 september en van 1 oktober tot 31 december.

De notering bedoeld in lid 2 is op het volgende gebaseerd :

- 1° werkgelegenheid;
- 2° ligging;
- 3° innovatie;
- 4° de geïntegreerde aanpak met betrekking tot de geo-economische context;
- 5° het duurzame karakter van de investering.

Op voorstel van de Administratie, en na goedkeuring van het opvolgingscomité opgericht overeenkomstig artikelen 47 en volgende van de Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad, bepaalt de Minister :

- 1° de minimale notering om de goedkeuring van de premietoeslag mogelijk te maken;
- 2° de methode en selectiecriteria en hun notering. ».

Art. 4. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 februari 2018.

Voor de Regering :

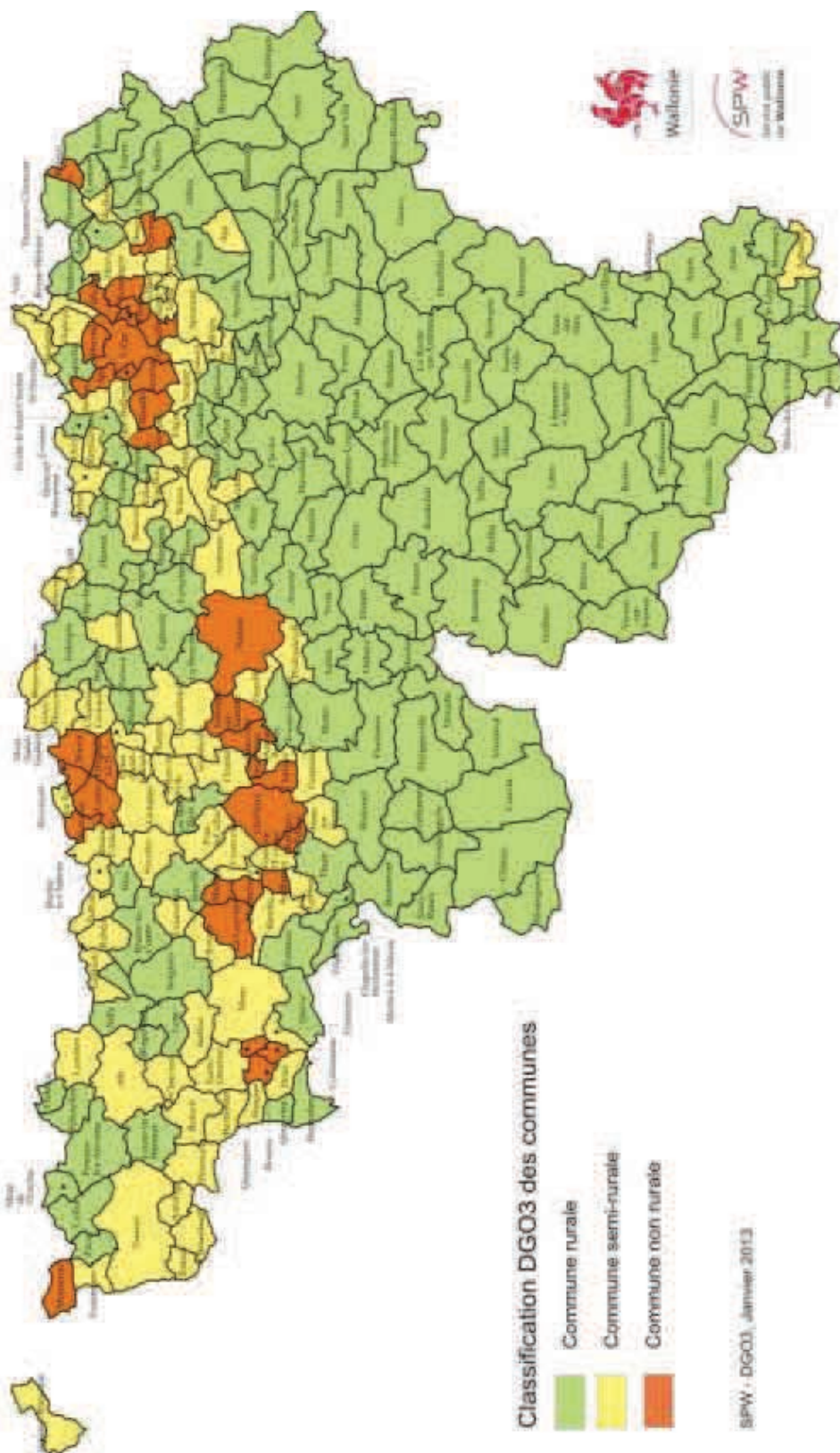
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

Bijlage : kaart waarbij gemeenten volgens hun landelijkheidsindicator gerangschikt worden

Indicateur de ruralité

Classification DGO3 des communes



Gezien om gevoegd te worden bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen en van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen.

Namen, 8 februari 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET